



VOIET B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe



21095009

ale,
I,

28 JUL. 2021

Greffe

N° d'entreprise : 0428 980 322

Nom

(en entier) : FLORENCE - GESTION

(en abrégé) :

Forme légale : SA

Adresse complète du siège : 4130 Esneux, Place de la Gare, 6

Objet de l'acte : SCISSION

D'un acte reçu par Maître Jean-Michel GAUTHY, Notaire à la résidence de Herstal, exerçant sa fonction dans la SRL « GAUTHY & JACQUES – Notaires Associés » ayant son siège à Herstal, rue Hoyoux, 87, en date du 26 juillet 2021, en cours d'enregistrement, il résulte que s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « FLORENCE - GESTION », ayant son siège à 4130 Esneux, Place de la Gare, 6.

L'assemblée se déclare valablement constituée et prend les résolutions suivantes :

I- SCISSION SANS DISSOLUTION DE LA SOCIETE « PAULINE INVEST »**1- Projet de scission**

On omet.

2- Dispense du rapport de l'organe d'administration sur la scission

On omet.

3- Dispense de rapport de contrôle

On omet.

4- Rapports sur les apports en nature

Madame la Présidente donne connaissance à l'assemblée :

a) du rapport établi par l'organe d'administration en date du 23 juillet 2021 portant sur les apports en nature projetés, conformément aux articles 7:179 et 7:197 du Code des Sociétés et des Associations.

b) du rapport établi par la société « Cathy DUCHESNE », représentée par Madame Cathy DUCHESNE, réviseur d'entreprises, en date du 22 juillet 2021, et portant sur les apports en nature projetés conformément aux articles 7:179 et 7:197 du Code des Sociétés et des Associations.

Ce rapport conclut dans les termes suivants :

« Conformément à l'article 7:197 du CSA, nous présentons notre conclusion à l'Assemblée générale Extraordinaire de la SA « FLORENCE-GESTION » dans le cadre de notre mission de réviseur d'entreprises, pour laquelle nous avons été désignés par lettre de mission du 1er juin 2021.

Nous avons exécuté notre mission conformément à la Norme relative à la mission du réviseur d'entreprises dans le cadre d'un apport en nature et d'un quasi-apport de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Nos responsabilités en vertu de cette norme sont décrites ci-dessous dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises » relative à l'apport en nature et à l'émission d'actions.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad --09/08/2021-- Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

Concernant l'apport en nature

Conformément à l'article 7:197 du CSA, nous avons examiné les aspects décrits ci-dessous, tels qu'ils figurent dans le projet de rapport spécial de l'organe d'administration établi à la date du 14 juillet 2021 et nous n'avons aucune constatation significative à signaler concernant :

- ☐ La description des biens à apporter
- ☐ L'évaluation appliquée
- ☐ Les modes d'évaluation utilisés à cet effet

Nous concluons également que les modes d'évaluation appliqués pour l'apport en nature conduisent à la valeur des apports et cette dernière correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie.

Conformément à l'article 3:56 de l'Arrêté Royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations, la valeur retenue pour l'apport en nature, à savoir 815.331,58 €, correspond à la valeur comptable des éléments de l'actif et du passif telle qu'elle figurait dans les comptes de la société qui se scinde et le mode d'évaluation appliqué trouve sa justification dans la loi.

La rémunération réelle consiste en l'émission de 1.308 actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale. Aucun autre avantage particulier n'est accordé par la société bénéficiaire.

Concernant l'émission d'actions

Sur la base de notre examen des données comptables et financières contenues dans le rapport spécial de l'organe d'administration, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que ces données, qui comprennent la justification du prix d'émission et les conséquences sur les droits patrimoniaux et les droits sociaux des actionnaires, ne sont pas fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter pour cette proposition.

No Fairness opinion

Conformément à l'article 7:197 du CSA, notre mission ne consiste pas à se prononcer sur le caractère approprié ou opportun de l'opération, ni sur l'évaluation de la rémunération attribuée en contrepartie de l'apport, ni sur le caractère légitime et équitable de cette opération (« no fairness opinion »).

Responsabilité de l'organe d'administration

☐ En ce qui concerne l'apport en nature, l'organe d'administration est responsable de :

- Exposer l'intérêt que l'apport présente pour la société ;
- La description et de l'évaluation motivée de chaque apport en nature ; et
- Mentionner la rémunération attribuée en contrepartie.

☐ En ce qui concerne l'émission d'actions, l'organe d'administration est responsable de :

- La justification du prix d'émission ; et
- La description des conséquences de l'opération sur les droits patrimoniaux et les droits sociaux des actionnaires

Responsabilité du réviseur d'entreprises

☐ En ce qui concerne l'apport en nature, le réviseur d'entreprises est responsable de :

- Examiner la description fournie par l'organe d'administration de chaque apport en nature ;
- Examiner l'évaluation adoptée et les modes d'évaluation appliqués à cet effet ;
- Indiquer si les valeurs auxquelles conduisent ces modes d'évaluation correspondent au moins à la valeur de l'apport mentionné dans l'acte ; et
- Mentionner la rémunération réelle attribuée en contrepartie de l'apport.

☐ En ce qui concerne l'émission d'actions, le réviseur d'entreprises est responsable de formuler une conclusion sur le fait de savoir si les données comptables et financières contenues dans le rapport spécial de l'organe d'administration qui comprend la justification du prix d'émission et les conséquences sur les droits patrimoniaux et les droits sociaux des actionnaires sont fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter cette proposition.

Limitation à l'utilisation de ce rapport

Ce rapport a été établi en vertu des articles 7:179 et 7:197 du CSA dans le cadre de l'augmentation en capital par apport en nature de la SA « FLORENCE-GESTION », proposé par l'organe d'administration à l'assemblée générale extraordinaire et ne peut être utilisé à d'autres fins. »

L'actionnaire unique déclare avoir reçu un exemplaire de ces rapports antérieurement à la présente assemblée et dispense Madame la Présidente d'en donner une lecture intégrale.

Un exemplaire de chaque rapport demeurera ci-annexé.

5- Scission sans dissolution - Transfert de biens

a/ Décision

Dans le cadre de l'article 12:8 du Code des Sociétés et des Associations, l'assemblée approuve la scission de la société anonyme « PAULINE INVEST », ayant son siège à 4460 Grâce-Hollogne, Chaussée de Liège, 424B, T.V.A. numéro 0452.186.779 - RPM Liège (division Liège), sans que celle-ci cesse d'exister, par la transmission de la branche d'activité immobilière à la société anonyme « FLORENCE - GESTION », moyennant l'attribution immédiate et directe à l'actionnaire unique de la société scindée de 1.308 actions de la société anonyme « FLORENCE GESTION ».

b/ Description des biens transférés

Les biens transférés à la société anonyme « FLORENCE - GESTION », comprennent l'ensemble des actifs et passifs afférents à la branche d'activité immobilière.

Ces biens sont transférés sur base de la situation comptable arrêtée au 31 décembre 2020.

Ces biens sont décrits au rapport établi par la société « Cathy DUCHESNE », représentée par Madame Cathy DUCHESNE, réviseur d'entreprises, dont question ci-avant.

Les biens transférés comportent :

ACTIVEMENT : 2.781.691,21 €

• Immobilisations corporelles : 2.281.188,34 €

• Stock : 476.918,11 €

• Placements de trésorerie : 2.006,88 €

• Valeurs disponibles : 21.577,88 €

PASSIVEMENT : 1.966.359,63 €

• Dettes à plus d'un an : 1.479.959,61 €

• Dettes à un an au plus : 486.400,02 €

Actif net transféré : 815.331,58 €.

Les biens transférés comprennent les immeubles suivants :

On omet

c/ Comptabilisation des apports

La valeur nette de l'apport à la société anonyme « FLORENCE GESTION », soit 815.331,58 €, réduira comme suit les fonds propres de la société scindée :

- Capital : 109.687,66 €

- Réserve légale : 10.968,77 €

- Réserves disponibles : 546.270,26 €

- Bénéfice reporté : 148.404,89 €

Ces montants augmenteront de la même manière les fonds propres de la société bénéficiaire.

d/ Rémunération des apports

En rémunération de ces transferts, il sera attribué immédiatement et directement à l'actionnaire unique de la société scindée 1.308 actions de la société anonyme « FLORENCE GESTION ».

e/ Conditions générales des transferts

1- Du point de vue comptable, les transferts sont réalisés sur base de la situation active et passive de la société scindée arrêtée au 31 décembre 2020 à minuit. Toutes les opérations effectuées depuis le 1er janvier

2021 par la société scindée et relativement aux biens transférés sont pour le compte et aux profits et risques de la société bénéficiaire du transfert.

2- La société bénéficiaire ne détient pas d'actions de la société scindée. La société scindée ne détient aucune action propre dans son patrimoine.

3- Les attributions aux actionnaires de la société scindée des actions de la société bénéficiaire s'effectuent sans soule.

4- La société bénéficiaire aura la propriété de tous les éléments corporels et incorporels qui se rapportent aux biens transférés et viendra aux droits, contrats, créances et dettes y relatifs qui lui sont transférés par la société scindée partiellement à compter de la prise d'effet de la scission, sans qu'il puisse en résulter de novation.

5- La société bénéficiaire prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouvent actuellement sans pouvoir exercer aucun recours contre la société scindée pour quelque cause que ce soit, notamment vices de construction, usure ou mauvais état du matériel, des agencements, de l'outillage et des objets mobiliers, erreur dans la désignation et la contenance, insolvabilité des débiteurs.

6- La société bénéficiaire devra exécuter tous traités, marchés, conventions et engagements quelconques se rapportant aux biens transférés.

7- Les litiges et actions généralement quelconques, judiciaires ou non, tant en demandant qu'en défendant, se rapportant aux biens transférés seront suivis par la société bénéficiaire, qui seule en tirera profit ou en supportera les suites à la pleine et entière décharge de la société scindée.

8- Le transfert des biens de la société scindée à la société bénéficiaire comprend d'une manière générale :

a) tous les droits, créances, actions judiciaires et extra-judiciaires, recours administratifs, bénéfice des expropriations éventuelles en cours, garanties personnelles et celles dont bénéficie ou est titulaire pour quelque cause que ce soit la société scindée à l'égard de tout tiers, y compris les administrations publiques, qui sont attachés aux biens transférés ;

b) les archives et documents comptables se rapportant aux biens transférés, à charge pour la société bénéficiaire de les conserver.

9- Le Notaire soussigné attire spécialement l'attention des parties sur les dispositions de l'article 12:15 du Code des Sociétés et des Associations.

6- Augmentation de capital

En exécution du transfert visé au point 5- ci-avant au profit de la société anonyme « FLORENCE - GESTION » et en vue de réaliser la scission sans dissolution de la société anonyme « PAULINE INVEST », l'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de 109.687,66 € pour le porter de 420.179,52 à 529.867,18 € par l'émission de 1.308 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale et jouissant de mêmes droits et avantages que les actions existantes, participant aux bénéfices à partir du 1er janvier 2021.

7- Attribution des actions nouvelles

L'assemblée décide d'attribuer les 1.308 actions nouvelles à l'actionnaire unique de la société scindée.

8- Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital

L'assemblée constate et reconnaît qu'ensuite de ce qui précède :

l'augmentation de capital de 109.687,66 € est effectivement réalisée par la transmission de la branche d'activité immobilière par la société anonyme « PAULINE INVEST », qui résulte de la scission sans dissolution approuvée ci-avant;

le capital de la société anonyme « FLORENCE - GESTION » est actuellement de 529.867,18 €, représenté par 3.003 actions sans désignation de valeur nominale.

9- Pouvoirs à conférer au conseil d'administration

L'assemblée confère tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

II- CONSTATATION DE LA REALISATION EFFECTIVE DE LA SCISSION SANS DISSOLUTION DE LA SOCIETE « PAULINE INVEST »

L'assemblée constate qu'ensuite des décisions concordantes prises par elle aux termes des résolutions qui précèdent et par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme « PAULINE INVEST » tenue ce jour devant le Notaire soussigné, l'opération de scission sans dissolution de la société anonyme « PAULINE INVEST » est effectivement réalisée en ce qui concerne le transfert de la branche d'activité immobilière.

III- SCISSION SANS DISSOLUTION DE LA SOCIETE « PHARMACIE BUSTIN »

1- Projet de scission

On omet.

2- Dispense du rapport de l'organe d'administration sur la scission

On omet.

3- Dispense de rapport de contrôle

On omet.

4- Rapports sur les apports en nature

Madame la Présidente donne connaissance à l'assemblée :

a) du rapport établi par l'organe d'administration en date du 23 juillet 2021 portant sur les apports en nature projetés, conformément aux articles 7:179 et 7:197 du Code des Sociétés et des Associations.

b) du rapport établi par la société « Cathy DUCHESNE », représentée par Madame Cathy DUCHESNE, réviseur d'entreprises, en date du 22 juillet 2021, et portant sur les apports en nature projetés conformément aux articles 7:179 et 7:197 du Code des Sociétés et des Associations.

Ce rapport conclut dans les termes suivants :

« Conformément à l'article 7:197 du CSA, nous présentons notre conclusion à l'Assemblée générale Extraordinaire de la SA « FLORENCE-GESTION » dans le cadre de notre mission de réviseur d'entreprises, pour laquelle nous avons été désignés par lettre de mission du 1er juin 2021.

Nous avons exécuté notre mission conformément à la Norme relative à la mission du réviseur d'entreprises dans le cadre d'un apport en nature et d'un quasi-apport de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Nos responsabilités en vertu de cette norme sont décrites ci-dessous dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises » relative à l'apport en nature et à l'émission d'actions.

Concernant l'apport en nature

Conformément à l'article 7:197 du CSA, nous avons examiné les aspects décrits ci-dessous, tels qu'ils figurent dans le projet de rapport spécial de l'organe d'administration établi à la date du 14 juillet 2021 et nous n'avons aucune constatation significative à signaler concernant :

- ☐ La description des biens à apporter
- ☐ L'évaluation appliquée
- ☐ Les modes d'évaluation utilisés à cet effet

Nous concluons également que les modes d'évaluation appliqués pour l'apport en nature conduisent à la valeur des apports et cette dernière correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie.

Conformément à l'article 3:56 de l'Arrêté Royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations, la valeur retenue pour l'apport en nature, à savoir 480.311,42 €, correspond à la valeur comptable des éléments de l'actif et du passif telle qu'elle figurait dans les comptes de la société qui se scinde et le mode d'évaluation appliqué trouve sa justification dans la loi.

La rémunération réelle consiste en l'émission de 711 actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale. Aucun autre avantage particulier n'est accordé par la société bénéficiaire.

Concernant l'émission d'actions

Sur la base de notre examen des données comptables et financières contenues dans le rapport spécial de l'organe d'administration, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que ces données, qui comprennent la justification du prix d'émission et les conséquences sur les droits patrimoniaux et les droits

sociaux des actionnaires, ne sont pas fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter pour cette proposition.

No Fairness opinion

Conformément à l'article 7:197 du CSA, notre mission ne consiste pas à se prononcer sur le caractère approprié ou opportun de l'opération, ni sur l'évaluation de la rémunération attribuée en contrepartie de l'apport, ni sur le caractère légitime et équitable de cette opération (« no fairness opinion »).

Responsabilité de l'organe d'administration

☐ En ce qui concerne l'apport en nature, l'organe d'administration est responsable de :

- Exposer l'intérêt que l'apport présente pour la société ;
- La description et de l'évaluation motivée de chaque apport en nature ; et
- Mentionner la rémunération attribuée en contrepartie.

☐ En ce qui concerne l'émission d'actions, l'organe d'administration est responsable de :

- La justification du prix d'émission ; et
- La description des conséquences de l'opération sur les droits patrimoniaux et les droits sociaux des actionnaires

Responsabilité du réviseur d'entreprises

☐ En ce qui concerne l'apport en nature, le réviseur d'entreprises est responsable de :

- Examiner la description fournie par l'organe d'administration de chaque apport en nature ;
- Examiner l'évaluation adoptée et les modes d'évaluation appliqués à cet effet ;
- Indiquer si les valeurs auxquelles conduisent ces modes d'évaluation correspondent au moins à la valeur de l'apport mentionné dans l'acte ; et
- Mentionner la rémunération réelle attribuée en contrepartie de l'apport.

☐ En ce qui concerne l'émission d'actions, le réviseur d'entreprises est responsable de formuler une conclusion sur le fait de savoir si les données comptables et financières contenues dans le rapport spécial de l'organe d'administration qui comprend la justification du prix d'émission et les conséquences sur les droits patrimoniaux et les droits sociaux des actionnaires sont fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter cette proposition.

Limitation à l'utilisation de ce rapport

Ce rapport a été établi en vertu des articles 7:179 et 7:197 du CSA dans le cadre de l'augmentation en capital par apport en nature de la SA « FLORENCE-GESTION », proposé par l'organe d'administration à l'assemblée générale extraordinaire et ne peut être utilisé à d'autres fins. »

L'actionnaire unique déclare avoir reçu un exemplaire de ces rapports antérieurement à la présente assemblée et dispense Madame la Présidente d'en donner une lecture intégrale.

Un exemplaire de chaque rapport demeurera ci-annexé.

5- Scission sans dissolution - Transfert de biens

a/ Décision

Dans le cadre de l'article 12:8 du Code des Sociétés et des Associations, l'assemblée approuve la scission de la société anonyme « PHARMACIE BUSTIN » ayant son siège à 4460 Grâce-Hollogne, Chaussée de Liège, 426, T.V.A. numéro 0421.562.592 - RPM Liège (division Liège), sans que celle-ci cesse d'exister, par la transmission d'un immeuble à la société anonyme « FLORENCE - GESTION », moyennant l'attribution immédiate et directe à l'actionnaire unique de la société scindée de 771 actions de la société anonyme « FLORENCE GESTION ».

b/ Description des biens transférés

Les biens transférés à la société anonyme « FLORENCE - GESTION », comprennent l'ensemble des actifs et passifs afférents à un immeuble.

Ces biens sont transférés sur base de la situation comptable arrêtée au 31 décembre 2020.

Ces biens sont décrits au rapport établi par la société « Cathy DUCHESNE », représentée par Madame Cathy DUCHESNE, réviseur d'entreprises, dont question ci-avant.

Les biens transférés comportent :

ACTIVEMENT :

• Immobilisation corporelles : 480.311,42 €

Actif net transféré : 480.311,42 €

Les biens transférés comprennent les immeubles suivants :

On omet

c/ Comptabilisation des apports

La valeur nette de l'apport à la société anonyme « FLORENCE GESTION », soit 480.311,42 €, réduira comme suit les fonds propres de la société scindée :

- Capital : 34.786,94 €
- Réserve légale : 3.478,70 €
- Réserves immunisées : 11.603,16 €
- Réserves disponibles : 392.924,49 €
- Bénéfice reporté : 37.518,14 €

Ces montants augmenteront de la même manière les fonds propres de la société bénéficiaire.

d/ Rémunération des apports

En rémunération de ces transferts, il sera attribué immédiatement et directement à l'actionnaire unique de la société scindée 771 actions de la société anonyme « FLORENCE GESTION ».

e/ Conditions générales des transferts

1- Du point de vue comptable, les transferts sont réalisés sur base de la situation active et passive de la société scindée arrêtée au 31 décembre 2020 à minuit. Toutes les opérations effectuées depuis le 1er janvier 2021 par la société scindée et relativement aux biens transférés sont pour le compte et aux profits et risques de la société bénéficiaire du transfert.

2- La société bénéficiaire ne détient pas d'actions de la société scindée. La société scindée ne détient aucune action propre dans son patrimoine.

3- Les attributions aux actionnaires de la société scindée des actions de la société bénéficiaire s'effectuent sans soulte.

4- La société bénéficiaire aura la propriété de tous les éléments corporels et incorporels qui se rapportent aux biens transférés et viendra aux droits, contrats, créances et dettes y relatifs qui lui sont transférés par la société scindée partiellement à compter de la prise d'effet de la scission, sans qu'il puisse en résulter de novation.

5- La société bénéficiaire prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouvent actuellement sans pouvoir exercer aucun recours contre la société scindée pour quelque cause que ce soit, notamment vices de construction, usure ou mauvais état du matériel, des agencements, de l'outillage et des objets mobiliers, erreur dans la désignation et la contenance, insolvabilité des débiteurs.

6- La société bénéficiaire devra exécuter tous traités, marchés, conventions et engagements quelconques se rapportant aux biens transférés.

7- Les litiges et actions généralement quelconques, judiciaires ou non, tant en demandant qu'en défendant, se rapportant aux biens transférés seront suivis par la société bénéficiaire, qui seule en tirera profit ou en supportera les suites à la pleine et entière décharge de la société scindée.

8- Le transfert des biens de la société scindée à la société bénéficiaire comprend d'une manière générale :

a) tous les droits, créances, actions judiciaires et extra-judiciaires, recours administratifs, bénéfice des expropriations éventuelles en cours, garanties personnelles et celles dont bénéficie ou est titulaire pour quelque cause que ce soit la société scindée à l'égard de tout tiers, y compris les administrations publiques, qui sont attachés aux biens transférés ;

b) les archives et documents comptables se rapportant aux biens transférés, à charge pour la société bénéficiaire de les conserver.

9- Le Notaire soussigné attire spécialement l'attention des parties sur les dispositions de l'article 12:15 du Code des Sociétés et des Associations.

6- Augmentation de capital

En exécution du transfert visé au point 5- ci-avant au profit de la société anonyme « FLORENCE - GESTION » et en vue de réaliser la scission sans dissolution de la société anonyme « PHARMACIE BUSTIN », l'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de 34.786,94 € pour le porter de 529.867,18 € à 564.654,12 € par l'émission de 771 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale et jouissant de mêmes droits et avantages que les actions existantes, participant aux bénéfices à partir du 1er janvier 2021.

7- Attribution des actions nouvelles

L'assemblée décide d'attribuer les 771 actions nouvelles à l'actionnaire unique de la société scindée.

8- Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital

L'assemblée constate et reconnaît qu'ensuite de ce qui précède :

l'augmentation de capital de 34.786,94 € est effectivement réalisée par la transmission d'un immeuble par la société anonyme « PHARMACIE BUSTIN », qui résulte de la scission sans dissolution approuvée ci-avant; le capital de la société anonyme « FLORENCE - GESTION » est actuellement de 564.654,12 €, représenté par 3.774 actions sans désignation de valeur nominale.

9- Pouvoirs à conférer au conseil d'administration

L'assemblée confère tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

IV- CONSTATATION DE LA REALISATION EFFECTIVE DE LA SCISSION SANS DISSOLUTION DE LA SOCIETE « PHARMACIE BUSTIN »

L'assemblée constate qu'ensuite des décisions concordantes prises par elle aux termes des résolutions qui précèdent et par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme « PHARMACIE BUSTIN » tenue ce jour devant le Notaire soussigné, l'opération de scission sans dissolution de la société anonyme « PHARMACIE BUSTIN » est effectivement réalisée en ce qui concerne le transfert d'un immeuble.

V- ADAPTATION DES STATUTS POUR LES METTRE EN CONCORDANCE AVEC LE CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS

L'assemblée générale décide d'adapter les statuts de la société afin de les mettre en concordance avec le Code des sociétés et des associations, sans modification de l'objet.

L'assemblée générale déclare et décide que le texte des nouveaux statuts est rédigé comme suit :

TITRE PREMIER.

Caractère de la société.

Article 1. Forme Dénomination.

La société revêt la forme d'une société anonyme.
Elle est dénommée « FLORENCE - GESTION ».

Article 2. Siège.

Le siège est établi en Région wallonne.

L'adresse du siège peut être transférée en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, sans que cela ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales tant en Belgique qu'à l'étranger ou les supprimer.

Article 3. Objet.

La société a pour objet :

« 1) toutes activités de conseils en management, en organisation et en fonctionnement administratif pour toutes sociétés ou entreprises; ainsi que toutes activités d'intermédiaire commercial ;

2) l'assistance technique à toutes sociétés ou entreprises pour ce qui concerne l'organisation, la publicité, la gestion comptable, le financement et l'administration ;

3) l'acquisition, la vente, la location, l'exploitation et la gestion de tous biens immeubles, meublés ou non, en Belgique ou à l'étranger ;

4) l'entretien, la surveillance, le nettoyage et la maintenance des immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que toutes activités de manutention, de transport ou de rangement qui en découlent ;

5) l'accomplissement de toute opération immobilière quelconque et notamment : la promotion immobilière, l'acquisition, l'aliénation, la réalisation, l'échange, la mise en valeur, le lotissement, la construction, l'aménagement, la transformation, la réparation, la restauration, la maintenance, la surveillance, l'entretien, le courtage et la gestion de tous immeubles bâtis ou non bâtis, ruraux, urbains, agricoles et forestiers.

Dans le cadre de cet objet, la société peut accomplir tous actes d'administration, de gestion et de disposition, conclure tous baux, emphytéotiques ou non, même à très long terme, effectuer tous placements sans aucune restriction, en biens meubles ou immeubles, prêts, dépôts, etc... acquérir, souscrire et vendre toutes valeurs mobilières, prendre des participations sous toutes formes dans toutes sociétés belges ou étrangères, administrer et gérer son portefeuille.

Elle pourra acquérir tous équipements et matériels nécessaires à ces activités, tels que véhicules, matériels informatiques, logiciels de comptabilité; et aussi exercer les fonctions d'administrateur, de gérant ou de directeur dans toutes sociétés.

A ces fins, la société peut prêter, emprunter, émettre des obligations, constituer, moyennant rémunération, toutes sûretés, réelles ou personnelles, au profit de ses associés ou de tiers; et, en général, accomplir toutes opérations civiles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Article 4. Durée.

La société a une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour la modification aux statuts.

TITRE DEUX.

Capital.

Article 5. Montant et représentation.

Le capital est fixé à cinq cent soixante-quatre mille six cent cinquante-quatre euros douze cents (564.654,12 €).

Il est représenté par trois mille sept cent septante-quatre (3.774) actions avec droit de vote, sans désignation de valeur nominale représentant chacune un trois mille sept cent septante-quatrième (1/3.774e) du capital.

Article 6. Augmentation de capital.

En cas d'augmentation de capital par apport en numéraire, d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, les actions à souscrire, les obligations convertibles ou les droits de souscription, doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions, au jour de l'émission, dans le délai et aux conditions fixées par l'assemblée Générale.

Au cas où l'augmentation de capital, l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, ne serait pas entièrement souscrite en vertu de ce qui précède, le conseil d'administration pourra, selon les modalités arrêtées par lui, autoriser les tiers à y participer, sauf s'il décide que les actionnaires ayant exercé pour totalité leur droit de souscription préférentielle pourront à nouveau souscrire, par préférence et proportionnellement à leurs droits respectifs dans le capital, à la partie non souscrite de l'augmentation de capital ou de l'émission.

Article 7. Appels de fonds.

Lorsque le capital n'est pas entièrement libéré, le conseil d'administration décide souverainement des appels de fonds complémentaires à effectuer par les actionnaires moyennant traitement égal de tous les actionnaires.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres, sans préjudice au droit de lui réclamer le solde restant dû ainsi que tous dommages intérêts.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 8. Nature des titres.

Les titres sont nominatifs.

Il est tenu au siège un registre des actions nominatives, et, pour les autres titres, un registre des titres nominatifs de la classe à laquelle ils appartiennent, dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Les transferts de titres sont inscrits au registre des titres correspondant et signés par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires en cas de cession entre vifs et par le Président du conseil d'administration et le bénéficiaire ou par leurs mandataires en cas de transmission pour cause de mort.

Le conseil d'administration peut décider que les registres seront tenus sous la forme électronique.

Article 9. Obligations - Droits de souscription.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non par décision du conseil d'administration qui en déterminera le type, le taux des intérêts, le mode, l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

L'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ne peut toutefois être décidée que par l'assemblée générale.

Article 10. Obligations - Droits de souscription.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non par décision du conseil d'administration qui en déterminera le type, le taux des intérêts, le mode, l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

L'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ne peut toutefois être décidée que par l'assemblée générale.

TITRE TROIS.

Administration et Contrôle.

Article 10. Composition du conseil d'administration.

La société est administrée soit par un conseil d'administration, soit par un administrateur unique, selon une décision de l'assemblée générale qui fixera explicitement le système d'administration choisi. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est appelé indifféremment l'organe d'administration.

Si la société est administrée par un conseil d'administration, ce dernier sera composé d'un nombre de membres dont le minimum est fixé par la loi, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle.

Si la société est administrée par un administrateur unique, ce dernier sera nommé par l'assemblée générale et en tout temps révocable par elle. A défaut d'indication, le mandat de l'administrateur unique sera censé conféré sans limitation de durée.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle désignera la personne physique, à l'intervention de laquelle elle exercera ses fonctions d'administrateur. A cet égard, les tiers ne pourront exiger de justification des pouvoirs du représentant autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de sa désignation en qualité de représentant.

Les administrateurs sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants, non réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé aux réélections.

Article 11. Vacance.

Si la société est administrée par un conseil d'administration, en cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir par cooptation.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, confirme le mandat de l'administrateur coopté.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, l'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Le décès, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, la liquidation et la mise sous un régime d'incapacité de l'administrateur unique emportent de plein droit la cessation de ses fonctions.

L'assemblée générale peut nommer un administrateur suppléant dont le mandat prendra cours le jour de la survenance d'un des événements cités à l'alinéa précédent.

Article 12. Présidence.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président.

Article 13. Réunions.

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Si tous les membres du conseil sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable. La présence d'un administrateur à une réunion couvre l'éventuelle irrégularité de la convocation et emporte dans son chef renonciation à toute plainte à ce sujet.

Article 14. Délibération.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que sur les objets portés à l'ordre du jour et si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, email ou tout autre support écrit ou assimilé à un écrit conformément à la loi, mandat à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place. Dans ce cas, le mandant sera réputé présent en ce qui concerne les votes.

Un administrateur peut aussi exprimer des avis et formuler ses votes par les mêmes moyens. La possibilité est donnée également aux administrateurs de participer au conseil d'administration par téléphone ou vidéoconférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, sans tenir compte des abstentions.

En cas de partage, la voix du Président du conseil n'est pas prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Article 15. Procès verbaux.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président et les administrateurs qui le souhaitent.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Les délégations et avis y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Article 16. Pouvoirs du conseil.

L'organe d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Article 17. Gestion journalière.

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation pour cette gestion, soit à un ou plusieurs administrateurs agissant soit seuls, soit deux à deux, soit conjointement, qui portent alors le titre d'administrateur délégué, soit à un ou plusieurs directeurs et autres agents, actionnaires ou non, agissant soit seuls soit deux à deux, soit conjointement.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Article 18. Délégations

L'organe d'administration peut confier la direction d'une ou plusieurs parties des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs.

Il peut créer tout comité dont il fixe la mission, la composition et les pouvoirs au sein de la société.

L'organe d'administration peut conférer à toute personne de son choix tels pouvoirs spéciaux qu'il détermine.

Il peut révoquer en tout temps les personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent.

Il fixe les attributions, les pouvoirs et les rémunérations fixes ou variables, imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il délègue des pouvoirs.

Article 19. Représentation de la société.

Sans préjudice aux pouvoirs conférés aux mandataires spéciaux et à ce qui est prévu pour la gestion journalière, la société est représentée à l'égard des tiers et notamment dans les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant, soit par deux administrateurs agissant conjointement et qui n'auront, en aucun cas, à justifier d'une décision préalable du conseil d'administration, soit par l'administrateur unique, en fonction du système d'administration adopté par l'assemblée générale conformément à l'article 11.

Article 20. Contrôle.

Si la loi l'exige, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels sera confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale conformément à la loi.

Si la société est dans la situation où la loi n'exige pas la nomination d'un commissaire, l'assemblée générale aura la faculté de procéder à une telle nomination.

Au cas où il ne sera pas nommé de commissaire, chaque actionnaire disposera individuellement des pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires.

Article 21. Indemnités.

A l'occasion de chaque nomination, l'assemblée générale décide si et dans quelle mesure le mandat d'administrateur sera rémunéré par une indemnité à charge des frais généraux.

L'organe d'administration peut accorder aux administrateurs, directeurs ou mandataires, chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

TITRE QUATRE. ASSEMBLEE GENERALE.

Article 22. Composition et pouvoirs.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Les décisions prises par elle sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou dissidents.

Elle exerce les pouvoirs que lui confèrent la loi et les statuts. Elle a notamment le droit d'apporter des modifications aux statuts, de nommer les administrateurs et commissaires, de les révoquer, d'accepter leur démission et de leur donner décharge de leur administration ainsi que d'approuver les comptes annuels.

Article 23. Réunion Convocation.

L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le deuxième mardi du mois de mai à 18 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant autre que le samedi.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Elle doit l'être dans un délai de trois semaines sur la demande d'actionnaires représentant ensemble un dixième du capital.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se tiennent au siège ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Les convocations pour toute assemblée sont faites conformément aux dispositions légales et pourront notamment être effectuées par email.

Toute personne peut renoncer à cette convocation, et en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 24. Admission à l'assemblée.

Pour être admis à l'assemblée générale, l'organe d'administration peut exiger que les propriétaires d'actions nominatives informent de leur intention de participer à l'assemblée cinq jours francs avant la date fixée pour cette dernière.

Article 25. Vote par correspondance.

Tout actionnaire peut voter par correspondance ou par le site internet de la société au moyen d'un formulaire arrêté par l'organe d'administration qui reprend obligatoirement le projet de procès-verbal de l'assemblée et, à la suite de chaque proposition de résolution, les mentions "pour", "contre" et "abstention".

L'actionnaire émet son choix par une signature apposée au bas d'un de ces trois termes ou par un procédé de signature électronique.

Le formulaire doit également prévoir un endroit où l'actionnaire signera et indiquera la date et le lieu de signature.

Tout actionnaire qui en fait la demande a le droit d'obtenir ce formulaire au siège quinze jours au moins avant l'assemblée.

L'organe d'administration peut exiger que le formulaire soit déposé au lieu indiqué par lui cinq jours avant l'assemblée.

Article 26. Participation à distance.

Les actionnaires peuvent participer à distance à l'assemblée générale par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique mis à la disposition par la société. Les actionnaires qui participent par cette voie à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où l'assemblée générale se tient pour le respect des

conditions de quorum et de majorité. Les membres du bureau de l'assemblée générale, les administrateurs et le commissaire ne peuvent pas assister par voie électronique à l'assemblée générale.

Article 27. Assemblée générale écrite.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de la modification des statuts. Dans ce cas, les formalités de convocation ne doivent pas être accomplies.

Article 28. Représentation.

Tout titulaire d'actions pourra se faire représenter à l'assemblée par un mandataire spécial.

L'organe d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui dans un délai qu'il fixe.

Les copropriétaires doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne. L'exercice des droits afférents aux actions indivises sera suspendu jusqu'à désignation d'un mandataire commun.

Le droit de vote attaché aux actions données en gage ou faisant l'objet d'un nantissement est exercé par le propriétaire constituant du gage ou du nantissement.

Les usufruitiers et nus-proprétaires devront se faire représenter par une seule et même personne. A défaut d'accord entre nus-proprétaires et usufruitiers, l'usufruitier (ou le mandataire des usufruitiers) représentera seul valablement les ayants-droit.

Article 29. Bureau.

Toute assemblée générale est présidée soit par le Président du conseil d'administration ou à défaut par le plus âgé des administrateurs, soit par l'administrateur unique.

Le Président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Article 30. Délibération.

Une liste de présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre des titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote est signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer en séance.

En cas de vote par correspondance, le formulaire visé à l'article 26 est annexé à la liste de présence.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour sauf si tous les actionnaires sont présents et décident à l'unanimité de délibérer sur des sujets nouveaux, ainsi que lorsque des circonstances exceptionnelles inconnues au moment de la convocation exigent une décision dans l'intérêt de la société.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés, à la majorité des voix, sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou dans le dénominateur.

Article 31. Nombre de voix.

Chaque action de capital donne droit à une voix.

Article 32. Prorogation.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être séance tenante prorogée à trois semaines par l'organe d'administration même s'il ne s'agit pas de statuer sur les comptes annuels.

Cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises, sauf si l'assemblée générale en décide autrement. Les formalités remplies pour assister à la première séance resteront valables pour la seconde.

Article 33. Procès verbaux.

Les procès verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Ils sont consignés dans un registre spécial tenu au siège.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

Exercice social Répartitions bénéficiaires.

Article 34. Exercice social.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Le trente et un décembre de chaque année, l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Article 35. Adoption des comptes annuels.

L'assemblée annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par vote séparé sur la décharge de(s) administrateur(s) et des commissaires, s'il en est nommé. Cette décharge n'est valable que lorsque les comptes annuels ne contiennent pas d'omissions ou de mentions erronées qui sont de nature à donner une image de la société qui ne correspond pas à la réalité, et pour les violations des statuts ou du Code des Sociétés et des Associations lorsque les administrateurs ont expressément mentionné ces violations dans l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Les comptes annuels sont dans les trente jours de leur approbation, déposés à la Banque Nationale de Belgique conformément à la loi.

Article 36. Distribution.

L'assemblée générale fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital.

L'affectation du solde sera opérée librement, sur proposition de l'organe d'administration, par l'assemblée générale.

Aucune distribution ne pourra toutefois être faite lorsque l'actif net, tel qu'il résulte des comptes annuels, est ou deviendrait, à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, ou si ce montant est supérieur, du capital appelé, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 37. Acomptes sur dividendes.

L'organe d'administration pourra, sous sa propre responsabilité, décider le paiement d'un acompte à imputer sur le dividende, aux conditions prévues par la loi.

Article 38. Paiement des dividendes.

Le paiement des dividendes ou acomptes sur dividendes se fait aux époques et aux endroits indiqués par l'organe d'administration.

TITRE SIX.

Dissolution Liquidation.

Article 39. Perte du capital.

Lorsque, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital, l'organe d'administration doit convoquer l'assemblée générale à une réunion à tenir dans les deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des dispositions légales ou statutaires, en vue de décider de la dissolution de la société ou de mesures annoncées dans l'ordre du jour afin d'assurer la continuité de la société.

A moins que l'organe d'administration propose la dissolution de la société, il expose dans un rapport spécial, tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société quinze jours avant l'assemblée générale, les mesures qu'il propose pour assurer la continuité de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Une copie en est adressée aux actionnaires en même temps que la convocation.

Les mêmes règles sont observées lorsque, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital mais, en ce cas, la dissolution aura lieu lorsqu'elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou dans le dénominateur.

Article 40. Liquidation.

Sauf liquidation en un seul acte, en cas de dissolution de la société, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

L'assemblée générale détermine les pouvoirs et la rémunération éventuelle du ou des liquidateurs.

Dans les cas prévus par la loi, ce ou ces liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation par le Tribunal de l'Entreprise de leur nomination. L'organe d'administration reste en fonction tant que cette nomination n'a pas été confirmée par le Tribunal de l'Entreprise.

Article 41. Répartition.

Après le paiement de toutes dettes et charges de la société ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, le solde favorable de la liquidation servira d'abord à rembourser les actions à concurrence de leur montant de libération non amorti.

Si les actions ne se trouvent pas libérées dans une mesure égale, les liquidateurs rétabliront l'équilibre des actions au point de vue de leur libération soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels. Le surplus éventuel de l'actif sera réparti par parts égales entre tous les titres.

TITRE SEPT.

Dispositions générales.

Article 42. Election de domicile.

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou directeur non domicilié en Belgique est tenu de faire élection de domicile dans l'arrondissement où se trouve le siège, pour la durée de ses fonctions et pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. A défaut d'élection de domicile dûment signifié à la société, ce domicile sera censé élu de plein droit au siège.

Ils peuvent toutefois également communiquer une adresse électronique aux fins de communiquer avec la société.

Article 43. Code des Sociétés et des Associations

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé au Code des Sociétés et des Associations. En conséquence, les dispositions de ce Code auxquelles il ne serait pas licitement et explicitement dérogé par les présentes sont réputées inscrites dans les statuts et les clauses éventuellement devenues contraires aux dispositions impératives de ce même Code seront quant à elles réputées non écrites.

TELS SONT LES STATUTS

V- ADRESSE DU SIEGE

L'assemblée générale déclare que l'adresse du siège est située à 4130 Esneux, Place de la Gare, 6.

VI- RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

1- L'assemblée générale décide de mettre un terme au mandat d'administrateurs de Madame BUSTIN Pauline.

2- L'assemblée générale décide de renouveler, pour une durée indéterminée, le mandat d'administrateur de la société anonyme « PAULINE INVEST », dont le représentant permanent est Monsieur BUSTIN Olivier.

L'assemblée générale confirme expressément que la société est actuellement administrée par un administrateur unique.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

délivré avant enregistrement dans le seul but d'être déposé au Greffe du Tribunal de l'Entreprise.

Jean-Michel GAUTHY, notaire associé de la SRL « GAUTHY & JACQUES, Notaires Associés », ayant son siège à 4040 Herstal, Rue Hoyoux, 87.

Acte et documents déposés au greffe en même temps que le présent extrait d'acte :

- expédition de l'assemblée comprenant 1 procuration, 2 rapports du CA et 2 rapports du réviseur.
- la coordination des statuts.